



PREMIER MINISTRE

SERVICE DE PRESSE

Paris, le 27 juillet 2010

**Interview du Premier ministre François FILLON
Invité de Thierry GUERRIER sur Europe 1 à 8h15
Mardi 27 juillet 2010**

AYMERIC CARON

Et Thierry GUERRIER, vous recevez ce matin le Premier ministre, François FILLON.

THIERRY GUERRIER

Bonjour Monsieur le Premier ministre.

FRANÇOIS FILLON

Bonjour.

THIERRY GUERRIER

Beaucoup de français s'interrogent sur les circonstances de la mort de Michel GERMANEAU, otage d'Al Qaida au Sahel. Merci d'avoir choisi EUROPE 1 pour livrer ces explications ce matin. Première question : Michel GERMANEAU était-il ou non déjà mort, autant que vous le sachiez avant le raid militaire, censé le libérer ?

FRANÇOIS FILLON

Je ne peux pas répondre à cette question. Je voudrais d'ailleurs d'abord avoir une pensée pour Michel GERMANEAU, pour cet homme généreux, fragile, fragile en raison de son âge, de sa maladie, qui a été assassiné lâchement par des barbares, par des hommes dont la cruauté est sans limite.

THIERRY GUERRIER

Vous en avez la preuve, pardonnez-moi...

FRANÇOIS FILLON

Nous en avons la certitude, en raison de l'authentification de l'enregistrement qui l'annonce, et de ce que nous savons du groupe qui l'avait enlevé.

THIERRY GUERRIER

C'est le seul élément que vous ayez, vous n'avez pas récupéré sa dépouille par exemple ?

FRANÇOIS FILLON

Non, et vous savez que lorsque ce même groupe a assassiné il y a un an un otage britannique, dans les mêmes conditions, jamais sa dépouille n'a été retrouvée. Mais ce que je voudrais dire, c'est que nous, nous avons tout fait, avec le Président de la République, pour essayer de lui sauver la vie. La philosophie de la France a toujours été de discuter avec les preneurs d'otages, et c'est d'ailleurs dans ces conditions qu'on avait obtenu la libération de Pierre CAMATTE, qui était détenu par la même organisation.

THIERRY GUERRIER

Oui, et pourquoi est-ce que les négociations, cette fois-ci, ou les contacts ont été rompus ?

FRANÇOIS FILLON

Dans ce cas-là, dans le cas de Michel GERMANEAU, nous n'avons jamais réussi à établir le moindre canal de discussion avec ses ravisseurs. Nous avons reçu le 14 mai une revendication extrêmement floue, nous indiquant qu'il fallait, pour obtenir sa libération, libérer des prisonniers, sans nous dire lesquels, qui auraient été détenus dans des prisons françaises et dans des prisons dans les pays du Sahel, et puis, plus rien. Nous avons tenté tous les canaux habituels, tous les réseaux que nous avons par l'intermédiaire notamment des gouvernements de ces pays, sans aucun succès. Nous avons essayé la médiation médicale en indiquant que Michel GERMANEAU devait prendre des médicaments, et que nous étions prêts à les faire parvenir aux ravisseurs, nous n'avons jamais eu la moindre réponse. Et puis tout d'un coup, brutalement, le 12 juillet, nous avons reçu un ultimatum équivalent à celui qui avait été émis pour l'otage anglais, nous indiquant que si dans quinze jours, les revendications, ces mêmes revendications qui n'avaient jamais été précisées, n'étaient pas satisfaites, l'otage serait exécuté. Donc à partir de ce moment-là, nous avons eu la certitude que Michel GERMANEAU allait être assassiné. Et donc nous avons décidé, après mûre réflexion, et cela a été un choix difficile, avec le Président de la République, de participer à une opération militaire qui était conduite par les forces mauritaniennes, avec les forces françaises en appui. Une opération qui visait à détruire des forces qui se regroupaient à proximité de la frontière malienne et mauritanienne avec certainement un objectif d'attaque sur le territoire mauritanien, parce que nous avions des informations selon lesquelles peut-être, dans ce camp, se trouvait Michel GERMANEAU.

THIERRY GUERRIER

Il s'agit bien de ça ou il s'agit d'essayer de frapper Al Qaïda dès lors que vous pensez que de toute façon, il a été assassiné ?

FRANÇOIS FILLON

Si nous, nous avons décidé de participer en appui à ces opérations, c'est parce que nous avons l'espoir que Michel GERMANEAU pouvait se trouver dans ce camp. C'était des informations qui n'étaient pas confirmées, mais qui étaient suffisantes pour que l'on tente au fond l'opération de la dernière chance, puisque, à quelques heures de la fin de l'ultimatum, la

seule piste que l'on avait pour essayer de sauver la vie de cet homme, c'était cette opération contre ce camp des ravisseurs de Michel GERMANEAU.

THIERRY GUERRIER

Est-ce que cette opération désespérée en quelque sorte, en tout cas, il fallait tenter le tout pour le tout, c'est ce que vous nous dites, n'a pas mis en danger la vie de l'otage ?

FRANÇOIS FILLON

Je pense que la vie de l'otage était condamnée depuis le jour où nous avons reçu cet ultimatum, le 12 juillet. Et c'est en raison du caractère anormal, étrange de cet ultimatum et de ce refus d'engager la discussion avec les autorités françaises que nous pouvons penser que Michel GERMANEAU était déjà mort à ce moment-là, mais cela n'est qu'une supposition.

THIERRY GUERRIER

Juste un point là-dessus, vous venez de nous dire finalement, François FILLON, que, en rien, la France n'aurait donc cette fois-ci rompu avec sa tradition de négocier jusqu'au bout au maximum, là, on n'a pas tenté une opération de force pour le principe d'emblée contre Al Qaïda.

FRANÇOIS FILLON

Absolument pas, absolument pas, nous discutons à chaque fois que c'est possible pour essayer de sauver la vie des otages français retenus à l'extérieur...

THIERRY GUERRIER

On était prêt à aller comme pour Pierre CAMATTE, cette fois-ci, à faire libérer les terroristes ?

FRANÇOIS FILLON

On était prêt à discuter avec les gouvernements concernés pour obtenir, le cas échéant, des libérations. La ligne que l'on s'est fixée, avec le Président de la République, c'est : discuter avec les ravisseurs en fixant des lignes rouges, des lignes rouges lorsque nous avons le sentiment que la menace sur la vie des otages est trop forte, c'est ainsi par exemple...

THIERRY GUERRIER

La ligne rouge, c'est parfois de faire libérer les terroristes, c'est ce que l'Algérie a critiqué pour Pierre CAMATTE...

FRANÇOIS FILLON

C'est ainsi par exemple que nous sommes intervenus militairement deux fois en Somalie, parce que, alors même que nous avons engagé des discussions avec des pirates somaliens, nous leur avons fixé une ligne rouge : ne pas débarquer les otages sur le sol du Puntland, parce que là, les dangers y étaient considérables. Lorsque nous avons eu le sentiment que ces lignes rouges allaient être franchies, alors nous avons tenté une opération militaire.

THIERRY GUERRIER

Juste un mot encore sur la vie de Michel GERMANEAU, d'après un responsable militaire malien, cité par l'AFP, il aurait été tout près du lieu où sont intervenus les Mauritaniens et les soldats français, et il aurait été peut-être décapité, et ce, en présence d'Abou ZEÏD, l'un des chefs de la katiba d'Aqmi.

FRANÇOIS FILLON

Ce sont des informations que je ne confirme pas.

THIERRY GUERRIER

Parce que vous ne les avez pas, parce que vous ne voulez pas les donner ?

FRANÇOIS FILLON

Parce que je pense qu'elles sont inexactes.

THIERRY GUERRIER

Alors, ce raid militaire, est-ce que ce n'était pas... pardonnez-moi, mais est-ce que le cas GERMANEAU n'était pas un prétexte pour aller frapper Al Qaïda au cœur de ce qu'est en ce moment une menace, en tout cas, les services français disent que c'est l'une des menaces les pires pour la France...

FRANÇOIS FILLON

Nous sommes en guerre contre Al Qaïda, et si nous apportons depuis maintenant de nombreux mois un appui militaire, en particulier aux forces mauritaniennes qui combattent Al Qaïda au Maghreb, nous le faisons bien parce que c'est une menace qui concerne l'ensemble de nos pays. Donc en l'occurrence, la décision de participer à cette opération, nous l'avons prise, avec le Président de la République, à la suite d'une longue réflexion, dans le cadre du conseil de défense, que parce que nous pensions qu'il y avait, là, une chance, une dernière chance de sauver Michel GERMANEAU.

THIERRY GUERRIER

De ce point de vue-là, malheureusement, c'est un échec.

FRANÇOIS FILLON

De ce point de vue-là, naturellement, c'est un échec. En même temps, il faut considérer que c'est la première fois qu'un camp d'Aqmi est combattu, est attaqué dans une région qui est une région immense, dans laquelle il est extrêmement difficile de retrouver les terroristes. Je voudrais que ceux qui nous écoutent, comprennent que c'est une région qui est grande comme l'Europe, c'est une région désertique grande comme l'Europe, où il faut essayer de retrouver environ 400 combattants qui mènent un combat sans merci à la fois contre les pays de la région et contre nos intérêts...

THIERRY GUERRIER

Quels moyens militaires avons-nous engagés, on parle de trente hommes des forces spéciales et de la DGSE, avons-nous encore des troupes françaises sur place, et est-ce qu'on continue à traquer les terroristes d'Aqmi sur place ?

FRANÇOIS FILLON

Nous avons des forces qui assurent l'instruction de l'armée mauritanienne...

THIERRY GUERRIER

Elles y sont encore...

FRANÇOIS FILLON

Elles y sont encore, dans le cadre d'accords qui sont des accords d'Etat à Etat...

THIERRY GUERRIER

C'est des forces spéciales...

FRANÇOIS FILLON

Et en l'occurrence, nous avons assuré l'appui de l'opération mauritanienne du début jusqu'à la fin, c'est-à-dire aussi bien sur la préparation de l'opération, le renseignement, que dans la conduite des opérations sur le terrain.

THIERRY GUERRIER

On a des forces spéciales encore sur place ?

FRANÇOIS FILLON

On a des militaires sur le terrain.

THIERRY GUERRIER

Quand le Président de la République dit : le crime ne restera pas impuni, il faut comprendre quoi ?

FRANÇOIS FILLON

Ça veut dire que le combat contre le terrorisme continue...

THIERRY GUERRIER

Non, mais concrètement...

FRANÇOIS FILLON

Et qu'en particulier, contre Aqmi, il va se renforcer. Mais vous comprendrez que je ne puisse pas annoncer, même aux auditeurs d'EUROPE 1, quelles sont les actions que nous allons entreprendre, mais nous allons le faire...

THIERRY GUERRIER

On cherche à savoir... juste une précision, parce que la question vaut, dans une démocratie, d'être posée, on a employé le terme « représailles », ce n'était pas dans la bouche du Président de la République, mais il dit : le crime ne restera pas impuni. Est-ce que ça veut dire qu'on va essayer de traquer les terroristes, comme ceux qui prennent des otages en Somalie, pour essayer de les ramener à la justice ou est-ce qu'on va simplement venger l'otage français ?

FRANÇOIS FILLON

Non, non, on ne venge pas, la France ne pratique pas la vengeance. En revanche, nous avons des accords avec les gouvernements de la région, et en particulier, avec le gouvernement mauritanien, avec le gouvernement malien pour traquer ces terroristes, et les livrer à la justice.

THIERRY GUERRIER

Quand l'un des responsables d'Aqmi dit : l'action de la France a ouvert les portes de l'enfer sur la France, ça vous inspire quoi ?

FRANÇOIS FILLON

Ce sont des gens d'une brutalité extrême, le fait même que l'on n'ait d'ailleurs pas pu engager des discussions avec eux, montre bien que ce sont des gens d'une cruauté qui est sans nom, et donc ces formules – qui sont destinées pour l'essentiel à provoquer de l'émotion...

THIERRY GUERRIER

Et à nous faire peur...

FRANÇOIS FILLON

Et à nous faire peur – sont des formules auxquelles nous sommes habitués par Aqmi.

THIERRY GUERRIER

Le patron de la DCRI, les services de l'ancienne DST et des RG, Bernard SQUARCINI, dit : on évite deux attentats par an en France. Est-ce que vous avez relevé le niveau d'alerte, est-ce qu'il y a des menaces précises aujourd'hui sur le territoire français...

FRANÇOIS FILLON

Le niveau d'alerte, il est très élevé, on est au niveau maximum s'agissant du plan Vigipirate. Et on déjoue effectivement plusieurs attentats chaque année, et en France et dans les pays voisins. Et nous n'allons pas relâcher, au contraire, notre effort.

THIERRY GUERRIER

Cet échec, malgré tout, va peut-être laisser des traces, on s'était peut-être habitué un peu vite à la réussite des récupérations d'otages et à leur mise en scène politique en France, le Ponant, BETANCOURT, les infirmières bulgares.

FRANÇOIS FILLON

En France, dans tous les pays européens, la philosophie est la même, je veux dire, on essaie de privilégier la vie de nos ressortissants, on a actuellement trois otages, quatre si on y ajoute le soldat franco-israélien Guilad SHALIT. Nous continuons tous nos efforts pour essayer de les libérer, je pense en particulier aux deux journalistes de FRANCE 3 qui sont retenus en otage en Afghanistan...

THIERRY GUERRIER

Mais l'agent de la DGSE, Dennis ALLEX en Somalie...

FRANÇOIS FILLON

Nous avons des informations très précises et récentes encore sur leur vie, et les discussions avec les terroristes, avec les preneurs d'otages, sont des discussions qui sont permanentes.

THIERRY GUERRIER

Mais le raid militaire raté ne met pas leur vie en danger à tous...

FRANÇOIS FILLON

Non, nous ne sommes pas dans la même région, nous ne sommes pas avec les mêmes, dans les mêmes conditions. S'agissant des journalistes français, nous avons une discussion qui est quasiment continue avec les ravisseurs. S'agissant de Michel GERMANEAU, nous n'avons – je vous le rappelle – nous n'avons jamais eu le moindre contact avec ceux qui l'avaient enlevé.

THIERRY GUERRIER

Dernière question, quand l'opposition ou Martine AUBRY demande à ce que toute la lumière soit faite sur cette opération militaire, les circonstances de la mort, vous allez créer une commission d'enquête, qu'est-ce que vous leur répondez ?

FRANÇOIS FILLON

J'ai déjà informé les Présidents des Commissions des Affaires étrangères et de la défense de l'Assemblée et du Sénat, je recevrai d'ailleurs ce matin même le Président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée, qui peut venir accompagné des membres de son bureau, c'est-à-dire de représentants de l'opposition. Et naturellement, le ministre de la Défense et le ministre des Affaires étrangères seront à la disposition des Commissions parlementaires à chaque instant, pour répondre à leurs questions.

THIERRY GUERRIER

En matière de sécurité ce matin, il y a ces informations sur les menaces de mort contre des policiers à Grenoble, des policiers de la BAC, c'est l'Etat de droit à l'envers, bafoué.

FRANÇOIS FILLON

Cela montre la violence, la violence d'un banditisme qui doit être combattu de la façon la plus extrême. Cela montre d'ailleurs le caractère très vain des polémiques sur les affaires de police de proximité : on est en face de gens extrêmement dangereux, extrêmement violents, et donc nous allons devoir répondre avec une extrême détermination.

THIERRY GUERRIER

De quelle façon, parce que là, on met les policiers à l'abri, alors que...

FRANÇOIS FILLON

Non, on met les familles qui sont menacées à l'abri, mais on met en même temps beaucoup de moyens pour retrouver les auteurs de ces menaces. Et ils seront arrêtés et ils seront déférés à la justice.

THIERRY GUERRIER

Monsieur le Premier ministre, on va parler un peu de politique française, votre gouvernement n'a pas été épargné ces dernières semaines, un de vos ministres, Eric WOERTH, doit être entendu d'ailleurs aujourd'hui par la justice.

FRANÇOIS FILLON

Je ne sais pas, je ne suis pas informé de la date à laquelle il sera entendu.

THIERRY GUERRIER

Vous n'êtes pas informé, vous avez, avec le Conseil des ministres, donné l'autorisation, mais vous pourriez savoir quand même quand...

FRANÇOIS FILLON

Oui, mais enfin, c'est à la justice de fixer la date, ce n'est pas au Premier ministre.

THIERRY GUERRIER

Alors, avant les vacances politiques, la semaine prochaine, vous achevez la saison comment, satisfait d'avoir tenu la barre ou épuisé ?

FRANÇOIS FILLON

Ni l'un ni l'autre. Vous savez, diriger la France, c'est difficile, et diriger la France dans un contexte aussi rude que celui que nous avons connu avec la crise économique mondiale, cela l'est encore plus.

THIERRY GUERRIER

Et vous n'êtes pas épuisé ?

FRANÇOIS FILLON

Pour moi, il n'y a pas une fin d'année et un début d'année, la notion de vacances est une notion un peu, vous avez dit, irréaliste...

THIERRY GUERRIER

Vous allez partir quand même...

FRANÇOIS FILLON

Je vais partir quelques jours me reposer, mais avec un horizon qui est la réforme des retraites, qui est la préparation d'un budget très difficile, puisqu'il s'agit, comme vous le savez, de réduire le déficit de notre pays, et la sortie de la crise économique. Donc vous voyez, c'est un horizon qui ne me laisse pas beaucoup de temps pour me retourner sur le passé.

THIERRY GUERRIER

Bon, mais quand vous prononcez au Japon et pas en France, le mot rigueur, c'est un lapsus, c'est un coup de fatigue ?

FRANÇOIS FILLON

Non, non, c'est une réalité, il faut écouter ce que j'ai dit...

THIERRY GUERRIER

La rigueur, c'est une réalité ?

FRANÇOIS FILLON

Oui, j'ai dit que nous faisons preuve de rigueur s'agissant des dépenses de l'Etat, on ne peut pas qualifier cela de politique de rigueur au sens général du terme, parce que, il y a des mots pour dire les choses. Une politique économique de rigueur, c'est une politique où on augmente les impôts et surtout, une politique où l'on baisse les salaires de la Fonction publique. C'est ce qui se passe dans beaucoup de pays européens, ce n'est pas le choix qu'on a fait, mais s'agissant de la dépense publique, c'est-à-dire, s'agissant de l'argent qui est mis à la disposition des ministres pour l'action du gouvernement dans leur domaine, oui, c'est une politique de rigueur.

THIERRY GUERRIER

Comment vous faites pour continuer à motiver des ministres qui se demandent s'ils ne vont pas être virés en octobre ?

FRANÇOIS FILLON

Vous savez, moi, ça fait trois ans et trois mois, je crois, que l'on annonce mon départ tous les six mois, donc on finit par s'habituer.

THIERRY GUERRIER

Et là, on a raison ?

FRANÇOIS FILLON

Ça, ça viendra bien un jour. Ça viendra bien un jour, oui.

THIERRY GUERRIER

Mais comment on fait alors qu'on a déjà annoncé – c'est une première dans l'histoire de la République, la 5^{ème} en tout cas – un remaniement, là, en octobre, pour rester motivé, vous ?

FRANÇOIS FILLON

Les ministres sont motivés, ils ont suffisamment de travail pour ne pas penser à autre chose, et puis, vous savez, c'est le fonctionnement de nos institutions, on est ministre le temps pour lequel on est choisi par le Président de la République, et soutenu par la majorité, il n'y a rien d'anormal à tout cela.

THIERRY GUERRIER

Les observateurs politiques qui vous suivent de très près, eux, disent que depuis trois ans, vous n'avez jamais été aussi serein, qu'il y a une espèce de sentiment du devoir accompli ; peut-être, vous êtes déjà dans l'après Matignon ?

FRANÇOIS FILLON

Non, le devoir accompli, quand on est confronté aux difficultés que je viens d'évoquer, on ne peut pas se satisfaire de la situation, pour le reste, je fais mon travail, et je le fais comme je l'ai toujours fait.

THIERRY GUERRIER

Mais vous vous apprêtez à tourner la page Matignon ?

FRANÇOIS FILLON

Mais non, je m'apprêterai à tourner la page de Matignon quand le Président de la République le décidera, puisque c'est son choix et seulement son choix.

THIERRY GUERRIER

Et quitter Matignon, ce ne serait pas la fin de la vie politique pour vous ?

FRANÇOIS FILLON

Quitter Matignon, ce n'est pas la fin de la vie politique, et ce n'est pas la fin de la vie tout court.

THIERRY GUERRIER

Bon. Et 2012, si le Président n'était pas candidat ?

FRANÇOIS FILLON

C'est une question qu'il lui revient de répondre.

THIERRY GUERRIER

Mais vous y réfléchissez aussi ?

FRANÇOIS FILLON

Je réfléchis, comme tous les Français, à la question de savoir qui gouvernera la France après 2012, et je souhaite que ce soit le Président de la République.

THIERRY GUERRIER

Merci François FILLON d'avoir accepté de répondre aux questions d'EUROPE 1.

AYMERIC CARON

Merci Monsieur le Premier ministre. Merci Thierry GUERRIER.